



Lettre d'information N°133 – Mars 2025

Le marché européen de l'électricité

Créé en 2008 par le traité de l'Union européenne (*lire en note 1*), le marché européen de l'électricité est un espace où l'électricité est achetée et vendue entre différents acteurs, tels que les producteurs, les fournisseurs et les consommateurs, à l'échelle de l'Union. Il vise à créer un marché unique et intégré de l'électricité, afin d'améliorer l'efficacité, la concurrence et la transparence du secteur.

Ses objectifs sont :

- **L'intégration** : Harmoniser les règles et les mécanismes de fonctionnement des marchés nationaux de l'électricité, afin de faciliter les échanges transfrontaliers et de créer un marché unique à l'échelle européenne.
- **L'efficacité économique** : Optimiser l'allocation des ressources et réduire les coûts de production et de distribution de l'électricité, grâce à une concurrence accrue et à une meilleure coordination entre les acteurs du marché.
- **La sécurité d'approvisionnement** : Assurer un approvisionnement stable et fiable pour tous les types de consommateurs, en interconnectant les réseaux, en encourageant la diversification des sources d'énergie primaire et en renforçant la coopération entre les États membres.
- **La transparence des prix** : afin de permettre aux consommateurs, de toute taille, de faire des choix éclairés et de bénéficier de tarifs compétitifs.
- **Le développement des énergies renouvelables** : Promouvoir leur développement en créant un cadre réglementaire favorable et en encourageant les investissements dans les technologies propres.

Le marché européen de l'électricité est organisé autour de plusieurs mécanismes, tels que :

- **Les marchés de gros** : Les producteurs et les fournisseurs échangent de l'électricité sur des marchés de gros, où les prix sont déterminés par l'offre et la demande (« marché spot »).
- **Les marchés de détail** : Les fournisseurs vendent de l'électricité aux consommateurs finaux de chaque état, en leur proposant différents types de contrats et de tarifs.
- **Les interconnexions** : Les réseaux électriques nationaux sont interconnectés, ce qui permet de faciliter les échanges d'électricité entre les pays et d'optimiser l'utilisation des capacités de production de part et d'autre des frontières des états membres.





Toutefois, le marché européen de l'électricité est confronté à plusieurs défis, tels que :

- **La volatilité des prix** : Les prix de l'électricité peuvent être très volatils, en raison de facteurs tels que les variations de la demande pays par pays, les conditions météorologiques de chacun d'eux ou les fluctuations des prix des combustibles fossiles qu'ils produisent (*lire en note 2*) ou importent.
- **L'intégration des énergies renouvelables** dans le mix européen, lesquelles sont, par nature, intermittentes et – à part le débit d'eau des fleuves relativement stable – non stockables et nécessitent ainsi des adaptations des réseaux nationaux et des mécanismes de marché.
- **La sécurité d'approvisionnement** : La sécurité d'approvisionnement peut être menacée par des facteurs tels que la dépendance aux importations d'énergies fossiles, les tensions géopolitiques extra-européennes (ex : Ukraine en ce moment), les incidents techniques dans les centrales ou sur les réseaux ou encore, les événements climatiques.

Pourquoi l'électricité reste t'elle chère en Europe ?

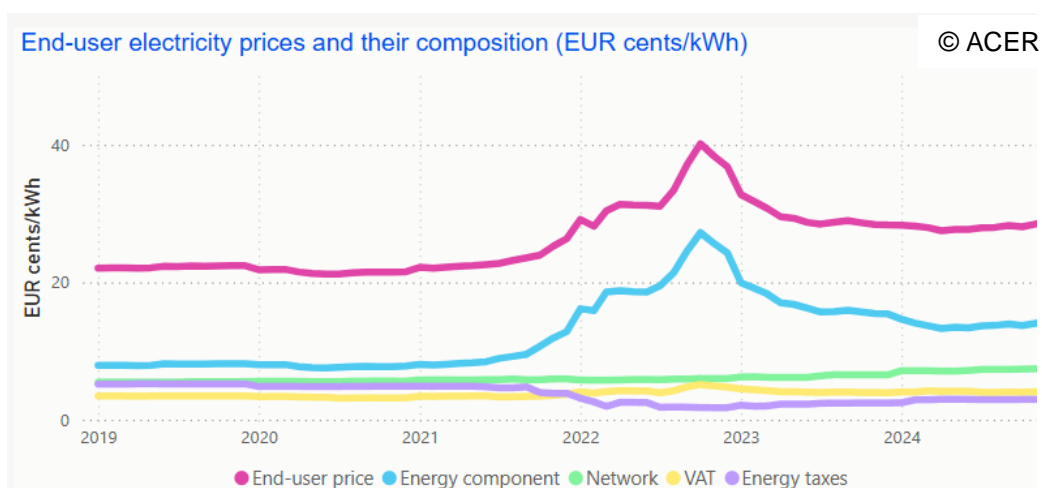
Elle l'est pour plusieurs raisons interdépendantes :

1. La forte dépendance aux énergies fossiles importées du fait que l'Union ne produit qu'une faible part de ce qu'elle consomme. En sus du pétrole dont les prix sont stables, l'Europe est fortement dépendante du gaz naturel, dont les prix sont volatils et ont connu une flambée depuis 2021. Le gaz naturel, approvisionné par des gazoducs ou des méthaniers, est utilisé pour produire de l'électricité dans de très nombreuses centrales. Par ailleurs, l'Union a mis en place un marché du carbone qui oblige les producteurs d'électricité à payer pour leurs émissions de CO². Cela renchérit le coût de l'électricité produite à partir de sources fossiles.

2. Les coûts de production et d'infrastructure : La construction et l'entretien des centrales, qu'elles soient nucléaires, thermiques ou renouvelables, représentent des investissements importants qui se répercutent sur le prix de l'électricité.

3. Les coûts de distribution : De manière constante, les réseaux nécessitent également d'importants investissements pour leur extension, leur maintenance et leur mise à niveau.

4. Les taxes et prélèvements : L'électricité est soumise à la TVA, dont le taux varie selon les pays. Certains appliquent des taxes spécifiques sur l'électricité pour financer d'autres politiques publiques ou des subventions aux énergies renouvelables.



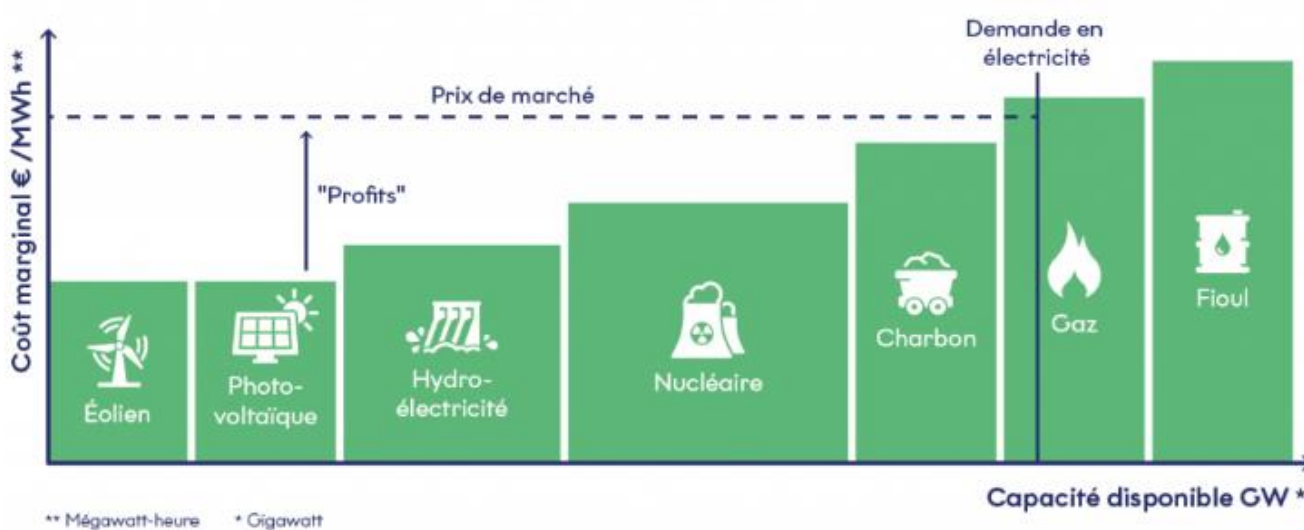


5. Les facteurs géopolitiques : La guerre en Ukraine a entraîné une crise énergétique en Europe, avec une réduction des approvisionnements en gaz russe et une flambée des prix de l'énergie. Comme tous les marchés ouverts, celui de l'énergie est sujet à la spéculation, ce qui peut amplifier les fluctuations de prix.

6. La transition énergétique : Contrairement à d'autres continents, c'est un objectif de fond toujours valide en Europe et le développement des énergies renouvelables, bien que nécessaire pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), peut entraîner des coûts supplémentaires à court terme, notamment pour l'intégration de ces nouvelles sources d'énergie dans le mix électrique.

7. Enfin, le mécanisme de fixation du prix de gros : En sus de tous les éléments listés ci-avant, il faut savoir que lorsque la demande augmente, les centrales qui produisent l'électricité la plus chère sont appelées en dernier pour équilibrer l'offre et la demande, c'est le « coût marginal de production ». Son montant est alors fixé par le coût de production de la dernière centrale nécessaire pour répondre à ladite demande. Si la dernière centrale appelée consomme du gaz ou du fioul, le prix de l'électricité sera basé sur son coût de production, même si la majeure partie de l'électricité a été moins chère à produire par d'autres sources (nucléaire, hydraulique, etc.).

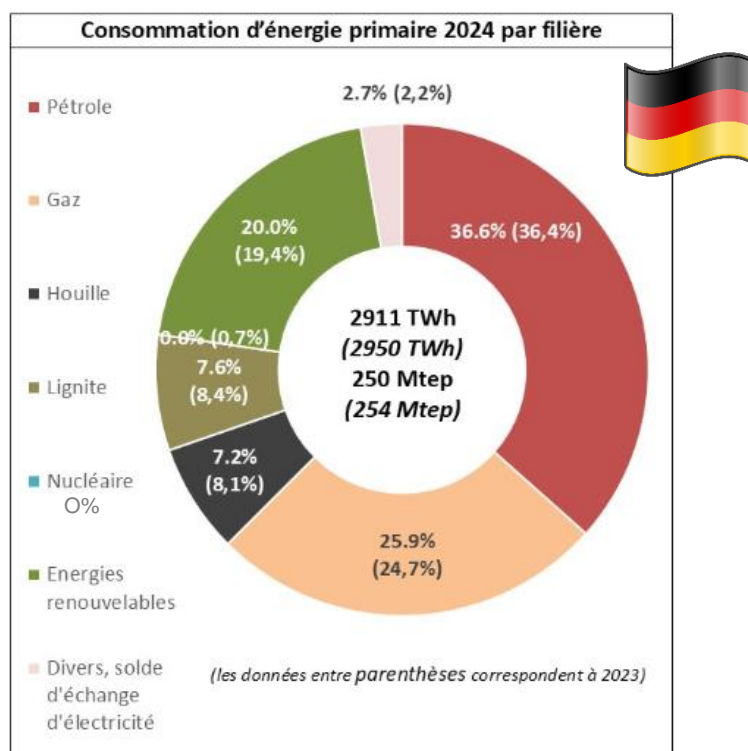
ILLUSTRATION DE LA FORMATION DES PRIX SPOT DE L'ÉLECTRICITÉ



Pourquoi l'Allemagne tire les prix de l'électricité de gros vers le haut ?

L'Allemagne contribue à tirer les prix de l'électricité vers le haut en Europe car elle a entrepris une transition énergétique ambitieuse visant à sortir du nucléaire et, en même temps, à réduire sa dépendance aux énergies fossiles (charbon, gaz et pétrole). Cette transition implique un développement à marche forcée des énergies renouvelables éolienne et solaire, mais aussi des investissements importants dans son réseau électrique pour raccorder ces nouvelles sources d'énergie intermittentes disséminées sur son territoire.

L'ensemble de ces coûts se répercutent sur le prix de l'électricité. L'intermittence inhérente aux renouvelables fait que l'Allemagne reste fortement dépendante du pétrole et du gaz russes, notamment pour le chauffage et pour produire de l'électricité dans de nombreuses centrales. Or, les prix de ces énergies fossiles sont très volatils et ont connu une forte hausse depuis 2021 suite aux restrictions européennes imposées depuis le début de la guerre en Ukraine, ce qui a automatiquement renchéri le coût de production de l'électricité (voir graphiques en pages 2 et 4).



Le mix énergétique français

La France a un mix énergétique particulier, caractérisé par une forte part du nucléaire. En effet, l'énergie nucléaire représente environ 75 % de la production d'électricité française. Cette particularité historique a des avantages, comme une électricité peu chère et peu émettrice de GES. Cependant, elle suscite également des inquiétudes en raison des risques liés au traitement et au stockage des déchets nucléaires et aux accidents potentiels.

L'année 2024 a été marquée dans notre pays par une abondance de production décarbonée, laquelle a largement excédé la consommation française. Ainsi, de façon inédite d'après le gestionnaire de réseau RTE, la production décarbonée a suffi l'an passé à elle seule à couvrir la consommation de notre pays pendant 99,5 % du temps. Elle a aussi permis d'atteindre un niveau record d'exportation dans toutes les configurations des prix offrant ainsi à la France un revenu inédit de 5 milliards d'euros (contre 1 à 3 par an depuis 2000).

L'an dernier, les prix spot ont connu une baisse généralisée en Europe, notamment en France et en Espagne, pays disposant d'une production largement décarbonée. Ainsi pour la première fois depuis 2011, le prix spot moyen a été plus faible en France qu'en Allemagne s'élevant à 58 €/MWh contre 276 en 2022.

Et si, vu cet écart, la France décidait de sortir du marché européen de l'électricité ?

En quittant le marché européen, la France pourrait retrouver une maîtrise totale sur sa politique énergétique et fixer ses propres prix, potentiellement plus bas. Comme indiqué ci-avant, le marché européen actuel est basé sur le coût marginal de production, ce qui signifie que le prix de l'électricité est souvent aligné sur celui des centrales les plus chères. En s'affranchissant de ce système, la France pourrait théoriquement bénéficier de son parc nucléaire et hydraulique, dont le coût de production est faible, pour proposer une électricité moins chère.



Mais en dehors du marché européen, la France serait plus vulnérable aux fluctuations des prix de l'électricité. Ceux-ci pourraient augmenter en cas de forte demande ou de problèmes de production, car la France ne pourrait plus compter sur la solidarité européenne pour importer de l'électricité, comme cela a été le cas en 2022 où seulement 279 TWh nucléaires ont été produits, soit 30 % de moins que la moyenne des vingt dernières années.

En sus, la France perdrait des revenus substantiels en ne pouvant plus exporter son électricité vers les pays voisins en cas de surplus de production, comme cela a été le cas en 2024. Parallèlement, la France devrait investir massivement dans son mix de production et son réseau électrique pour assurer son autonomie, ce qui représenterait des coûts importants qui tendraient vers une hausse des prix réduisant le pouvoir d'achat des ménages, affectant la compétitivité des entreprises hexagonales avec un risque accru de pertes d'emplois.

Quel avenir pour le marché européen de l'électricité ?

Ce marché est en pleine mutation, avec des enjeux majeurs à relever pour assurer une production fiable, abordable et durable pour tous les consommateurs de l'Union. Plusieurs facteurs vont façonner l'avenir de ce marché dans les années à venir.

En premier lieu, l'Union s'est engagée dans une transition énergétique ambitieuse, visant à réduire ses émissions de GES et à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Cela implique une forte augmentation de la part des énergies renouvelables (éolien, solaire, hydraulique) dans la production d'électricité, ainsi qu'une réduction de la consommation d'énergies fossiles (charbon, gaz, pétrole). Cette transition énergétique représente un défi majeur pour le marché de l'électricité, car elle nécessite de repenser l'organisation du marché, de développer de nouvelles infrastructures (réseaux flexibles, stockage d'énergie), et de garantir la sécurité d'approvisionnement en tenant compte de l'intermittence des énergies renouvelables et de la relance du nucléaire (*lire en note 3*).

En second lieu, le marché européen de l'électricité actuel a montré ses limites, notamment en termes de volatilité des prix et de dépendance aux énergies fossiles. C'est pourquoi l'Union a engagé une réforme profonde de ce marché (*lire en note 4*), avec pour objectifs de :

- Stabiliser les prix spot en découplant davantage ceux-ci du coût marginal de production des énergies fossiles et en favorisant les contrats de long terme pour l'électricité issue des renouvelables.
- Accélérer le développement desdites énergies en simplifiant les procédures administratives, en soutenant financièrement les projets, notamment les coûts associés à leur raccordement au réseau.
- Renforcer la sécurité d'approvisionnement en diversifiant les sources, en développant les capacités de stockage d'énergie et en améliorant la gestion supranationale des réseaux électriques.
- Développer les nouvelles technologies (smart grids, intelligence artificielle, stockage d'électricité, véhicules électriques ou à hydrogène), lesquelles vont transformer en profondeur le marché de l'électricité dans les années à venir.
- Mieux gérer la demande en insistant sur la sobriété, en optimisant la consommation, en développant l'effacement (la réduction volontaire de la consommation en période de pointe), l'autoconsommation (la production d'électricité par les consommateurs pour leur propre usage), les micro-réseaux (locaux et autonomes) et en intégrant les véhicules électriques et l'essor du rail.

Enfin, comme on l'a vu ces trois dernières années, le marché européen de l'électricité est également influencé par des enjeux géopolitiques, tels que la trop forte dépendance aux importations d'énergies fossiles de certains des membres de l'Union, les tensions internationales externes à l'Union et la concurrence mondiale entre les différents blocs pour l'accès aux ressources énergétiques disponibles aujourd'hui et demain sur la planète.



Conclusion

Comme dit ci-dessus, le marché européen de l'électricité comporte plus d'avantages que d'inconvénients.

Il est important de noter que, si elle est posée, la question de la sortie de la France de ce marché est avant tout politique car techniquement et financièrement parlant, les experts restent divisés sur la question de savoir si une telle mesure entraînerait une baisse significative des prix de l'électricité pour les consommateurs français que sont les ménages, les entreprises, l'État et les collectivités sans nuire à leurs intérêts à moyen et long terme.

Le marché européen de l'électricité est en constante évolution et des réformes sont régulièrement proposées pour l'améliorer. La question du mode de calcul du coût marginal de production est un élément important de ces réformes, mais elle ne peut être dissociée des autres enjeux du marché. Il est donc essentiel de trouver un équilibre entre les différents objectifs - stabilité des prix, transition énergétique, sécurité d'approvisionnement et compétitivité - pour assurer un marché européen de l'électricité efficace et durable.

Il est aussi absolument essentiel de tenir compte des enjeux géopolitiques pour son avenir (*lire en note 5*) afin de garantir un approvisionnement sûr, pérenne et diversifié pour tous les consommateurs de l'Union.

Si cette note d'information succincte éveille des attentes ou des questions au sein de votre entreprise ou de votre organisation, DCR Consultants se tient à votre disposition pour accompagner votre réflexion vers ce que le marché attend et ce qui pourrait vous être profitable.



Cordiales salutations.

Denis CHAMBRIER

Consultant Senior

denischambrier@dcr-consultants.com

Mobile : 06.7777.1883

Note 1 : [Art. 194 du traité de l'Union Européenne](#)

Note 2 : Pétrole en Norvège, au Royaume-Uni et au Danemark
Gaz naturel en Norvège, aux Pays-Bas et en Roumanie
Charbon en Pologne, en Allemagne et en République tchèque

Note 3 : [La relance du nucléaire](#)

Note 4 : [Réforme du marché européen de l'électricité](#)

Note 5 : [Géopolitique de l'électricité en Europe](#)

© DCR Consultants – Mars 2025